

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet DISPOSITIFS DE CONTRÔLE DE SÉCURITÉ	
Solicitation No. - N° de l'invitation U6260-131281/A	Date 2013-09-11
Client Reference No. - N° de référence du client U6260-131281	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PV-883-63473	
File No. - N° de dossier pv883.U6260-131281	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-22	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Saunders, Lynda	Buyer Id - Id de l'acheteur pv883
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6851 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division de
l'équipement scientifique, des produits photographiques et
pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes

Annexe A	Spécifications techniques
Annexe B	Base de paiement

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le ministère d'Industrie Canada a besoin de deux (2) dispositifs de contrôle de sécurité à rayons X, incluant la formation et les manuels, conformément aux spécifications précisées à l'Annexe A – Spécifications techniques.

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

B1000T Condition du matériel

2007-11-30

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (trois (3) copies papier)
Section II : Soumission financière (une (1) copie papier)
Section III : Attestations (une (1) copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

1.1 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Ce qui suit s'applique au besoin et les soumissionnaires doivent fournir les renseignements demandés dans leur soumission, s'il y a lieu :

1.1.1 Installation (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

a) Installation

L'installation sur place de chaque système, par site, doit être effectuée par un technicien qualifié et être comprise dans le prix de lot ferme.

Veuillez indiquer vos meilleures dates d'installation possible. L'installation sera réalisée dans les _____ civils suivant la livraison et se fera en _____ jours civils.

Veuillez fournir des renseignements détaillés sur les méthodes d'installation et d'essai qui seront utilisées.

b) Enlèvement et élimination de l'équipement existant

L'enlèvement et l'élimination de deux (2) dispositifs de contrôle de sécurité à rayons X existants, un par site, qui comprennent la mise hors service, l'emballage et l'enlèvement de chaque équipement doit être fourni et compris dans le prix de lot ferme.

1.1.2 Formation (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Une formation des opérateurs (Gatineau, Québec et Ottawa, Ontario) doit être fournie en anglais et en français à un maximum de huit (8) utilisateurs, par site. Elle portera sur l'exploitation du système, les exigences en matière de sécurité, les procédures de maintenance du matériel et l'utilisation du logiciel. La formation doit être comprise dans le prix de lot ferme, y compris les frais de déplacements et de subsistance.

La date, l'heure et le lieu de la formation seront convenus entre l'entrepreneur et le responsable technique, dont le nom figure dans le présent document.

La formation sur place doit être réalisée dans les _____ jours civils suivant l'installation.

Les soumissionnaires doivent fournir des renseignements complets sur la formation, par exemple la durée, la portée, etc.

1.1.3 Service (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

L'achat de l'équipement doit englober : le service de soutien technique régional, le service de soutien technique par téléphone, le service de soutien Internet et le service de soutien au moyen d'un système de renseignements par télécopieur.

Le délai de réponse pour les demandes de service doit être d'un maximum de quatre (4) heures.

Si un système est en panne pendant plus de deux jours consécutifs, un appareil de remplacement doit être fourni sans supplément.

Veuillez également indiquer les renseignements suivants dans votre soumission :

- a) L'emplacement des installations de service (service après-vente et réparation). Veuillez énumérer les installations de service les plus proches de la destination.

- b) Emplacement des pièces de rechange, allant des biens non durables aux composants principaux.

- c) Le temps de réponse et la procédure d'acheminement au palier hiérarchique approprié, c'est-à-dire le nombre de jours avant qu'on fasse appel à une personne plus expérimentée pour résoudre le problème et à partir de quel emplacement.

- d) Précisez la fréquence des travaux d'entretien courant effectués par un technicien en entretien qualifié au cours de la période de garantie, s'il y a lieu et si de tels travaux sont compris dans le prix.

1.1.4 Produits offerts (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Le soumissionnaire doit indiquer la marque et le modèle des produits offerts (identifier les composantes spécifiques qui forment le système) :

Nom du fabricant : _____

Numéro de modèle/de pièce : _____

Document ci-joint : Oui (____) Non (____)

1.1.5 Lieu de fabrication ou d'expédition (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Le soumissionnaire doit indiquer le lieu de fabrication ou d'expédition des biens, ou l'endroit où le service doit être rendu :

Emplacement : _____

Code postal : _____

1.1.6 Livraison (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Bien que la livraison soit demandée d'ici le 31 décembre 2013, s'il vous plaît fournir une réponse à ce qui suit:

Oui, cela date de livraison peut être rencontré, _____

OU

Non, la meilleure date de livraison qui peut être offert est _____.

1.1.7 Représentants

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements relatifs à l'article 5.3, Représentants de l'entrepreneur de la partie 6, Clauses du contrat subséquent.

1.2 Section II : Soumission financière (Voir l'annexe B)**1.2.1 DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE SÉCURITÉ À RAYONS X**

Les soumissionnaires doivent proposer un prix de lot ferme tout compris pour la fourniture, l'installation, la mise en service, la formation et les manuels, rendu droits acquittés (DDP) (Gatineau, Québec et Ottawa, Ontario) Incoterms 2000, y compris l'enlèvement et l'élimination de l'équipement existant précisé à l'article 1.1.1 b) précité, pour les biens indiqués à l'annexe B ci-jointe. Les droits de douanes sont compris et les taxes applicables sont en sus.

1.2.2 Fluctuation du taux de change

C3011T Fluctuation du taux de change

2010-01-11

1.3 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Toutes les propositions doivent être complètes et comporter toute l'information exigée dans la DP afin d'assurer une évaluation complète. Si le besoin n'est pas comblé par la proposition du soumissionnaire, la proposition sera considérée comme incomplète et non recevable et sera rejetée. Il incombe donc au soumissionnaire de fournir toute l'information nécessaire pour garantir une évaluation complète et précise.

Facteurs en vue de l'évaluation

1. **BASE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (OBLIGATOIRE) :** les prix doivent être fermes.
2. **CAPACITÉ DE RÉPONDRE AUX EXIGENCES TECHNIQUES (OBLIGATOIRE) :**
 - a) **Pour les éléments définis par des spécifications :**
On demande aux soumissionnaires de faire des renvois entre les critères techniques obligatoires figurant dans la présente et la documentation technique à l'appui.
 - b) **Fourniture de la documentation technique à l'appui :**
Fourniture de la documentation technique à l'appui : La documentation technique à l'appui du matériel offert doit être fournie avec la soumission à la date de clôture des soumissions. Des brochures ou des données techniques DOIVENT être fournies pour attester de la conformité aux spécifications techniques obligatoires.
3. **CONFORMITÉ AUX MODALITÉS DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS (OBLIGATOIRE)**
4. **À L'INTENTION DES FOURNISSEURS CANADIENS UNIQUEMENT :** Veuillez noter que les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi peuvent s'appliquer – voir les présentes. **(OBLIGATOIRE, le cas échéant)**
5. Le soumissionnaire doit fournir une preuve écrite que le dispositif de contrôle de sécurité à rayons X est conforme au Règlement sur les dispositifs émettant des radiations (Annexe II, Partie IV).
6. Le soumissionnaire doit prouver qu'il possède une certification selon les normes de la CSA.
7. Le soumissionnaire doit fournir une preuve écrite qu'il est certifié ISO 9001:2008.

1.2 Financial Evaluation

- a) Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, y compris la taxe d'accise et les droits de douane canadiens applicables (s'il y a lieu). La taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) est en sus. Aux fins d'évaluation, les soumissions en monnaie étrangère seront converties en dollars canadiens à l'aide du taux de change approprié fondé sur le taux proposé par la Banque du Canada le jour de la clôture des soumissions.
- b) Le prix sera évalué rendu droits acquittés (DDP), Ottawa (Ontario), selon les Incoterms 2000.
- c) À des fins d'évaluation seulement, le prix total de la soumission sera déterminé en additionnant le prix de lot ferme de chaque appareil (pour la fourniture, l'installation, la formation, les manuels, y compris l'enlèvement et l'élimination de l'équipement existant).

2. Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le ministère d'Industrie Canada a besoin de deux (2) dispositifs de contrôle de sécurité à rayons X, incluant la formation et les manuels, conformément aux spécifications précisées à l'Annexe A – Spécifications techniques.

2.1 Manuels

One complete set of operator and maintenance instructions in English and in French or in Bilingual format must be provided with each system.

2.2 Installation et enlèvement et élimination de l'équipement existant

a) Installation

L'installation sur place de chaque système, par site, doit être effectuée par un technicien qualifié et être comprise dans le prix de lot ferme.

L'installation sera réalisée dans les (**à insérer à l'attribution du contrat**) jours civils suivant la livraison et se fera en (**à insérer à l'attribution du contrat**) jours civils.

b) Enlèvement et élimination de l'équipement existant

L'enlèvement et l'élimination de deux (2) dispositifs de contrôle de sécurité à rayons X existants, un par site, qui comprennent la mise hors service, l'emballage et l'enlèvement de chaque équipement doit être fourni et compris dans le prix de lot ferme.

2.3 Formation

Une formation des opérateurs (Gatineau, Québec et Ottawa, Ontario) doit être fournie en anglais et en français à un maximum de huit (8) utilisateurs, par site. Elle portera sur l'exploitation du système, les exigences en matière de sécurité, les procédures de maintenance du matériel et l'utilisation du logiciel. La formation doit être comprise dans le prix de lot ferme, y compris les frais de déplacements et de subsistance.

La date, l'heure et le lieu de la formation seront convenus entre l'entrepreneur et le responsable technique, dont le nom figure dans le présent document.

La formation sur place se fera dans les **(à insérer à l'attribution du contrat)** jours civils de l'installation.

2.4 Service

Purchase of the instrument must include: *regional technical support; 24/7 toll free number, technical phone support; support via the Internet; and support via a fax-back document system.*

Le délai de réponse pour les demandes de service doit être d'un maximum de quatre (4) heures.

Si un système est en panne pendant plus de deux jours consécutifs, un appareil de remplacement doit être fourni sans supplément.

2.5 Mises à jour logicielles

L'entrepreneur doit fournir toute mise à jour et nouvelle version de toute licence de logiciel à l'acheteur pour une période d'un (1) an suivant l'acceptation, et ce, sans frais supplémentaires.

Nota : Le terme « mises à jour » désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications du logiciel. Le terme « versions » désigne les améliorations ou modifications du logiciel ou les nouveaux modules ou modules supplémentaires qui fonctionnent de concert avec le logiciel, qui représentent la prochaine génération de logiciel, et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à un coût additionnel.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus on or before _____ (*insérer la date*).

4.2 Instructions d'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

rendu droits acquittés (DDP) (Ottawa, Ontario) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

2. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane.

4.3 L'entrepreneur doit fournir un (1) dispositif de contrôle de sécurité à rayons X et un (1) ensemble complet de manuels, conformément à l'article 2.1 précité à chacune des adresses suivantes :

Industrie Canada - Gatineau (Québec)

Salle d'inspection
C-114 Place du Portage, Phase 1
50, rue Victoria
Gatineau (Québec)
K1A 0C9

Industrie Canada - Ottawa (Ontario)

Salle d'inspection
Édifice C.D. Howe, étage S-1
Salle S-143
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Lynda Saunders
Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation
11, rue Laurier
6A2, Phase III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-6851
Télécopieur : (819) 956-3814
Courrier : lynda.c.saunders@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

(insérer au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur (SECTION À REMPLIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Renseignements généraux

Nom : _____

N° de téléphone : _____

N° de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

N° de téléphone : _____

N° de télécopieur : _____

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement (Voir l'annexe B)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un (des) prix de lot ferme, DDP (divers emplacements) Incoterms 2000, conformément à l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Clauses du Guide des CCUA

C2000C Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

2007-11-30

H1001C Paiements multiples

2008-05-12

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

POUR OBTENIR DES PAIEMENTS RAPIDES, ASSUREZ-VOUS QUE LE NUMÉRO DE CONTRAT OU LE NUMÉRO DE BON DE COMMANDE ET LE NOM DU REPRÉSENTANT TECHNIQUE DU MDN FIGURENT SUR TOUS LES DOCUMENTS.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsque qu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec RHDCC - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par Ressources humaines et Développement des compétences Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales _____ (*inscrire le numéro, la date et le titre*);
- c) Annexe A, Spécifications techniques;
- d) Annexe B, Base de paiement; et
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*).

11. Clauses du Guide des CCUA

A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006-06-16
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
B1501C	Appareillage électrique	2006-06-16

ANNEXE " A "

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Dispositif de contrôle de sécurité à rayons X

1.0 PORTÉE

Industrie Canada (IC) souhaite acheter deux (2) dispositifs de contrôle de sécurité à rayons X réservés à l'usage d'IC pour le contrôle de sécurité du courrier entrant et des articles livrés par service de messagerie.

2.0 NORMES

Le dispositif de contrôle de sécurité à rayons X doit respecter les normes suivantes :

- a. Santé Canada - Partie IV de l'annexe II du Règlement sur les dispositifs émettant des radiations (dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages);
- b. Normes du CDRH (Center for Devices and Radiological Health) concernant les systèmes à rayons X logés dans une enceinte (21 CFR subchapter J 1020.40).

3.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT

3.1 CONCEPTION

3.1.1 Le système doit utiliser à la fois la technologie de transmission de rayons X en biénergie, et une deuxième technologie de rayons X qui produit des radiographies (semblables à des photos) à l'aide de l'effet Compton.

3.1.2 Le système doit être en mesure d'afficher les menaces posées par les matières organiques, comme les médicaments et les explosifs plastiques, les menaces conventionnelles posées par les métaux, comme les fusils et les couteaux, et les armes composites dans un colis, même lorsqu'il y a de l'encombrement.

3.1.3 Sources de rayons X :

- Source biénergie : taux de 140 keV, fonctionnant à 140 keV;
- Source de rétrodiffusion : taux de 160 keV, fonctionnant à 160 keV

3.2 SPÉCIFICATIONS PHYSIQUES

3.2.1 Le système doit être en mesure de produire deux images affichées simultanément sur deux écrans ACL de 19 pouces ou sur un écran plat de 40 pouces avec deux vues (supérieure/inférieure).

3.2.2 Le système doit utiliser deux sources de rayons X; une source doit être orientée verticalement vers le haut, et l'autre doit être orientée diagonalement vers le haut.

3.2.3 Le système doit être en mesure de fournir une résolution d'au moins 40 AWG pour la transmission de l'image, et la pénétration doit être d'au moins 30 mm, comme mesuré au moyen de la norme de l'ASTM.

- 3.2.4 Le système doit avoir une console d'opérateur installée sur le côté qui peut facilement être déplacée d'un côté à l'autre, à mesure que les exigences liées à l'emplacement changeront.
- 3.2.5 Le système doit être en mesure d'afficher la distinction très claire entre les matières organiques et inorganiques.
- 3.2.6 Le système doit pouvoir être opérationnel dans les quinze minutes suivant le démarrage, en se fondant sur une utilisation quotidienne.
- 3.2.7 Le système doit être en mesure de prendre des radiographies en marche avant et en marche arrière.

3.3 CRITÈRES DE RENDEMENT DU SYSTÈME

- 3.3.1 Dimensions globales du dispositif de contrôle de sécurité à rayons X et largeur, hauteur, poids du tunnel

3.3.1.1 Les dimensions globales maximales du dispositif de contrôle de sécurité à rayons X sont les suivantes :

- a. Longueur : 198 cm (77,95 pouces)
- b. Largeur : 85 cm (33,46 pouces)
- c. Hauteur : 135 cm (53,15 pouces)
- d. Poids : 800 kg (1 763,70 livres)
- e. La hauteur du transporteur à courroie du dispositif de contrôle de sécurité à rayons X doit être inférieure à 69 cm (27,17 pouces) et la capacité pondérale du transporteur doit être une charge répartie d'au moins 136 kg (299 livres).
- f. Le tunnel du dispositif de contrôle de sécurité à rayons X doit mesurer au moins 63,5 cm (25 pouces) de largeur et 43,8 cm (19,93 pouces) de hauteur.

- 3.3.2 Le système doit avoir une unité d'alimentation sans coupure (UPS) pour empêcher les instabilités dans l'alimentation principale locale, et pour assurer la fiabilité et le rendement du système.

3.4 LOGICIEL

- 3.4.1 Le système doit avoir la capacité de contrôler et d'ajuster le contraste et la luminosité de l'image.
- 3.4.2 Le système doit être en mesure d'afficher l'image de transmission en couleur biénergie et en noir.
- 3.4.3 Le système doit avoir la capacité d'éliminer des matières organiques et des métaux de l'image de transmission en biénergie.
- 3.4.4 Le système doit être en mesure d'agrandir continuellement la taille de l'image à 16x.
- 3.4.5 Le système doit être en mesure d'encadrer des objets dans l'image à travers desquels les rayons X ne pénètrent pas.
- 3.4.6 Le système doit pouvoir exporter des images vers des fichiers en format .TIF or .JPEG.
- 3.4.7 Le système doit avoir une option TIP (projection d'images de menaces) qui projette des images TIP dans les deux radiographies.

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

Le prix comprend tous les composants et produits non durables nécessaires afin de répondre aux exigences techniques obligatoires décrites à l'annexe A ci-jointe. Les droits de douanes sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Prix de lot ferme, tout compris pour la fourniture, l'installation, la formation et les manuels, rendus droits acquittés (DDP), Incoterms 2000, tel que précisé ci-dessous.

Article 1.0	Livraison à : Industrie Canada, Salle d'inspection C-114 Place du Portage, Phase I 50, rue Victoria Gatineau (Québec) K1A 0C9		
Description de l'article	N° pièce du fabricant / N° série du fabricant	Qté	Prix de lot ferme
Dispositif de contrôle de sécurité à rayons X		1	_____ \$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION - GATINEAU (QUÉBEC)			_____ \$
TAXES APPLICABLES			_____ \$
COÛT TOTAL GLOBAL			_____ \$

Article 2.0	Livraison à : Industrie Canada, Salle d'inspection Édifice C.D. Howe, étage S-1, salle S-143 Ottawa (Ontario) K1A 0H5		
Description de l'article	N° pièce du fabricant / N° série du fabricant	Qté	Prix de lot ferme
Dspositif de contrôle de sécurité à rayons X		1	_____ \$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION - OTTAWA, ONTARIO			_____ \$
TAXES APPLICABLES			_____ \$
COÛT TOTAL GLOBAL			_____ \$